

Votation du 9 février : initiative utopique pour la responsabilité environnementale

Le 9 février, le peuple ne s'exprimera que sur un seul objet : l'initiative pour la responsabilité environnementale. Lancée par les Jeunes Vert·e·x·s, cette initiative vise à mettre en place des règles strictes pour réduire de manière extrême l'impact environnemental de toutes les activités économiques en Suisse. Concrètement, cet impact devrait diminuer de deux tiers en l'espace de dix ans. Une telle ambition démontre déjà sans ambiguïté qu'il s'agit là d'une initiative totalement utopique. Même une transformation complète de l'habitat, de la mobilité, de la consommation en général et de l'agriculture ne permettrait pas d'atteindre l'objectif visé. En tout cas pas dans le pays densément peuplé qu'est la Suisse. Sur le Plateau vivent plus de personnes au kilomètre carré qu'aux Pays-Bas, dont la densité démographique de 397 habitants par km² en fait le pays d'Europe le plus densément peuplé. Une acceptation de cette initiative et donc le respect de ses exigences nous ramèneraient pour ainsi dire à l'Âge de pierre. Aujourd'hui, seuls les pays les plus pauvres de la planète comme l'Afghanistan, Haïti ou Madagascar remplissent les objectifs de l'initiative.

Si l'initiative était acceptée, il ne serait même plus possible de prendre l'avion. En lieu et place de voitures privées, il n'y aurait plus que quelques taxis électriques. Il faudrait à nouveau se nourrir au mieux de bouillie d'avoine avec quelques légumes. Le chauffage devrait être réduit autant que faire se peut, et en tout cas être exempt de combustibles fossiles. Et de manière générale, la consommation se limiterait au minimum vital. Outre toutes ces restrictions, l'initiative entraînerait une perte considérable de notre prospérité. L'explosion des prix ferait littéralement s'effondrer le pouvoir d'achat. Les personnes à la situation sociale plutôt précaire seraient particulièrement affectées. Par ailleurs, l'intitulé de l'initiative n'oublie pas l'agriculture, pour laquelle il prévoit un ou deux points spécifiques. Les dispositions correspondantes viseraient en particulier la protection du climat, la perte de biodiversité, la consommation d'eau, l'utilisation des sols ainsi que les apports d'azote et de phosphore.

L'empreinte écologique de la Suisse se retrouve aussi dans le collimateur du comité d'initiative. Le fait est que, à l'heure actuelle, 70 % de cette empreinte est générée à l'étranger. La raison en est notre forte dépendance des importations, et ce pour ce qui est non seulement de l'approvisionnement alimentaire, mais aussi de presque tous les autres biens de consommation. On essaie donc une fois de plus de mettre la charrue avant les bœufs. Or, tout un chacun devrait se rendre compte que la manière dont est pratiquée l'agriculture suisse n'a aucune influence sur la consommation. À l'inverse, la consommation a une très forte influence sur ce que produit l'agriculture suisse et de quelle manière. Plus la population achète par exemple d'aliments bio, plus les exploitations sont nombreuses à produire bio.

L'Union suisse des paysans dit oui à une gestion responsable de l'environnement, mais non à cette initiative utopique et, en fin de compte, totalement contre-productive. Je vous appelle toutes et tous à exercer votre droit de vote et à lancer un signal clair en glissant un non dans l'urne le 9 février. Merci beaucoup de votre engagement.

Martin Rufer, directeur de l'Union suisse des paysans